



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Liberté
Égalité
Fraternité*



COMMANDEMENT DE LA GENDARMERIE DE LA RÉUNION
BUREAU DES SOUTIENS ET DES FINANCES
SECTION BUDGET ADMINISTRATION
Caserne Vérines – 61 rue Victor Mac-Auliffe
B.P 92036
97405 SAINT-DENIS Cedex
Tél : 02.62.93.78.67

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (C.C.P)

Accord-Cadre lancé en application
des articles L2125-1 et R2162-2 à R2162-4 du code de la commande publique

Acquisition de véhicules d'occasion au profit du commandement de la gendarmerie de La Réunion (974).

Le présent cahier des clauses particulières comporte 6 pages et 2 annexes

Table des matières

ARTICLE 1 : OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	3
ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	3
ARTICLE 3 : DURÉE DE L'ACCORD-CADRE.....	3
ARTICLE 4 : MONTANT ET DÉCOMPOSITION DES PRESTATIONS – OBLIGATIONS DES PARTIES.....	4
4.1 Estimation des besoins.....	4
4.2 Obligations des parties.....	4
ARTICLE 5 : CONDITION DE PASSATION DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS.....	4
ARTICLE 6 : MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX.....	4
ARTICLE 7 : CONDITIONS D'EXÉCUTION – LIEU DE LIVRAISON.....	5
7.1 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	5
7.2 Lieu de Livraison.....	5
ARTICLE 8: RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE.....	5
ARTICLE 9: DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES POUR LE TITULAIRE ÉTRANGER.....	6
ARTICLE 10 : DÉROGATIONS AU CCAG/FCS.....	6

P.P.

ARTICLE 1 : OBJET DE L'ACCORD-CADRE

La présent accord-cadre a pour objet l'acquisition de véhicules d'occasion de marques variées et banalisés dans le cadre des différentes missions des unités du commandement de la gendarmerie de La Réunion (COMGENDRE) (974).

L'accord cadre est décomposé de la manières suivante :

LOT 1 => Véhicule petite capacité

(véhicules appartenant aux segments suivants : segments A ou B1 « mini/petites citadines », B ou B2 « citadines/polyvalentes », B+ « monospaces citadins/petits monospaces », C ou M1 « compacts », M1+ « monospaces compacts »).

LOT 2 => Véhicule grande capacité

(véhicules appartenant aux segments suivants : segments D ou M2 « familiales », H « routières/berlines de luxe », les segments « ludospaces », « monospaces/grands monospaces », « SUV/grands SUV », « tous-terrains 4x4 », « crossover compacts »).

LOT 3 => Véhicule utilitaire

(véhicules de type « utilitaires » de petite et grande capacité, pick-up).

Il sera conclu avec quatre opérateurs économiques maximum par lot, sous réserve de deux candidatures et offres suffisantes par lot.

ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

L'accord cadre est soumis aux dispositions des articles des articles L2125-1 et R2162-2 à R2162-4 du code de la commande publique.

Il est constitué par les documents contractuels suivants, énumérés par ordre de priorité décroissante :

1. l'acte d'engagement et son annexe (Bordereau d'offre) ;
2. le présent document intitulé « cahier des clauses particulières » ainsi que l'ensemble des annexes, dont les originaux sont conservés dans les archives de la personne publique ;
3. le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

ARTICLE 3 : DURÉE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée d'un an, reconductible 3 fois, pour une durée maximale de 4 ans.

ARTICLE 4 : MONTANT ET DÉCOMPOSITION DES PRESTATIONS – OBLIGATIONS DES PARTIES

4.1 Estimation des besoins

L'accord-cadre, multi-attributaire, est conclu sans minimum et avec un maximum de 75 véhicules. Il se décompose en lot dont les quantités estimatives, pour la durée de l'accord-cadre, suivent :

LOT	Total
LOT 1 => Véhicule petite capacité	40
LOT 2 => Véhicule grande capacité	20
LOT 3 => Véhicule utilitaire	15

N.B : Le besoin affiché est purement estimatif, il n'engage en aucune façon le RPA sur les quantités qui seront réellement commandées.

4.2 Obligations des parties

Le titulaire d'un ou plusieurs lots sera remis en concurrence à chaque nouveau besoin émis par le COMGENDRE, durant toute la durée de validité de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à répondre à la remise en concurrence. Il s'engage, le cas échéant, à accepter la conclusion de tout marché subséquent conforme aux conditions du présent accord-cadre.

Il pèse sur le titulaire une obligation de résultat pour la réalisation des prestations.

Le titulaire doit pouvoir justifier d'une charte ou d'un label «qualité» permettant de retracer les différentes sources d'approvisionnement des véhicules (retour de location, leasing..), leurs remises en état, leur mode de livraison et être en mesure de fournir pour chaque véhicule proposé les contrôles effectués sous cette labellisation.

ARTICLE 5 : CONDITION DE PASSATION DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS

Les marchés subséquents seront exécutés au moyen de bons de commande.

La durée de validité d'un marché subséquent ne peut excéder la date de fin de validité de l'accord-cadre. Chaque nouveau besoin du COMGENDRE fera l'objet d'un marché subséquent.

Ce dernier fixera le volume et précisera les critères d'attribution pour chaque lot. Il sera indissociable du présent accord-cadre.

ARTICLE 6 : MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX

Les prix sont :

- établis en euros (€) ;
- unitaires ;
- hors taxes ;
- toutes taxes comprises (le taux de T.V.A est indiqué à part).

Le prix est ferme et définitif.

Il comprend :

- la fourniture du véhicule défini aux spécifications techniques (Spécification techniques en annexe n°1 du CCP)
- la garantie
- la délivrance de l'ensemble des documents afférents au véhicule concerné (cf:Spécification techniques en annexe n°1 du CCP)
- l'immatriculation du véhicule
- la livraison dans les locaux du COMGENDRE

La livraison comprend l'assurance, le transport, le déchargement et tous les frais de procédure et droits de douane éventuels.

ARTICLE 7 : CONDITIONS D'EXÉCUTION – LIEU DE LIVRAISON

P.A.

7.1 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail.

7.2 Lieu de Livraison

Les livraisons s'effectuent pendant les jours ouvrés à l'adresse ci-dessous :

Centre de Soutien Automobile Gendarmerie (CSAG)
Caserne Sainte-Clotilde
9 Boulevard du Chaudron
97400 ST DENIS

ARTICLE 8: RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE

L'inexactitude des renseignements communiqués à l'appui des candidatures peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire.

Lorsque le titulaire, postérieurement à la notification de l'accord-cadre, contrevient à la législation ou à la réglementation sur le travail ou a été exclu de toute participation aux marchés publics, l'accord-cadre peut-être résilié en application des dispositions de l'article 41 du CCAG/FCS.

ARTICLE 9: DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES POUR LE TITULAIRE ÉTRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont exclusivement rédigées en français.

Le titulaire étranger facture à la personne publique les prestations en prix hors taxes sur la valeur ajoutée, comprenant tous les frais liés à l'importation et au transport à destination.

ARTICLE 10 : DÉROGATIONS AU CCAG/FCS

L'article 6 du présent document déroge à l'article 10.2 du CCAG/FCS en ce que le prix de règlement est celui en vigueur à la date contractuelle de la commande des prestations et non à la date du jour de livraison.

